



## Déclaration liminaire FNEC FP-FO du Tarn

CDEN – Carte scolaire – 1er degré

Mardi 11 mars 2025

Madame la Directrice Académique, Monsieur le Préfet,

Mesdames et messieurs les membres du Comité Départemental de l'Education Nationale,

Fidèle à notre engagement syndical pour la paix et la liberté et comme nous l'avons fait depuis le 7 octobre dans chacune de nos prises de paroles, nous ne pouvons commencer cette déclaration sans un mot sur Gaza. Des dizaines de milliers de morts, des femmes, des enfants, des hôpitaux et des écoles détruites : 80 % du territoire rasé, la barbarie à ciel ouvert. L'accord de cessez-le-feu à Gaza, très précaire, est un soulagement dans une situation où de nombreuses institutions internationales ont dénoncé ce que la Cour de justice internationale qualifie de risque génocidaire perpétré contre la population civile palestinienne. Cet accord ne signe pas pour autant la fin de l'oppression du peuple palestinien, en témoigne la coupure de la seule ligne électrique qui mène à Gaza, alors que cette dernière alimente la principale usine de dessalement du territoire, soit 600 000 personnes qui bientôt n'auront plus accès à l'eau potable... La FNEC FP-FO appelle à poursuivre et amplifier les mobilisations pour le cessez-le-feu définitif, l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, le retour de tous les otages, la fin de la colonisation de la Palestine en Cisjordanie comme à Gaza.

La guerre se poursuit également en Ukraine et menace de s'amplifier. FO dénonce les postures va-t'en guerre et toute l'escalade guerrière, d'où qu'elles viennent. La FNEC FP-FO refuse l'escalade guerrière dans tous les pays en conflit et réaffirme son exigence d'un cessez-le-feu immédiat et permanent partout dans le monde et de l'arrêt des livraisons d'armes.

Lors de son allocution aux français, le Président de la République a voulu alerter la population sur les bouleversements géopolitiques au niveau international et les menaces qui pèsent sur la sécurité de notre pays et sur la paix. Ce discours alarmiste et inquiétant voudrait nous inviter à reconsidérer l'ensemble de nos politiques publiques et met l'accent sur un effort budgétaire sans précédent à réaliser donnant la priorité à la défense et au réarmement. Comme l'a communiqué notre Confédération "FO ne saurait accepter que les salariés soient contraints à des efforts et des sacrifices alors que des moyens budgétaires peuvent être mobilisés dans la manne des aides publiques versées aux entreprises, sans contrôle ni conditions, dans la lutte contre l'évasion fiscale ou dans la taxation des dividendes, dont le montant atteint des niveaux records, de près de 100 milliards d'euros en 2024. Sans être indifférente à la sécurité de la nation, FO ne veut participer ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans une économie de guerre, synonyme de renoncement et d'abandon des revendications des travailleurs." C'est aussi pour ces raisons que notre confédération est sortie en claquant la porte du "conclave". La FNEC FP-FO 81, avec sa fédération, réaffirme son exigence d'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites et de maintien de tous les régimes de retraites existants, dont le Code des Pensions Civiles et Militaires.

Les difficultés de recrutement dans l'Education Nationale, tant chez les enseignants que chez les administratifs et autres corps de métiers sont prégnants. Et cela ne va pas aller en s'arrangeant : le ministre Marcangeli a confirmé la poursuite du gel de la valeur du point d'indice. Cela constitue, compte tenu de l'inflation qui se poursuit, une nouvelle baisse de pouvoir d'achat pour les personnels qui en ont déjà perdu plus de 31,5% depuis 2000. FO revendique la revalorisation de la valeur du point d'indice à hauteur de l'inflation : 10 % tout de suite sans contrepartie et rattrapage des pertes subies depuis 2000 (31,5%).

L'abandon des 2 jours de carence supplémentaires pour les fonctionnaires ne peut faire oublier l'application, depuis le 1er mars, de la diminution de l'indemnisation des congés maladie ordinaires à 90%. De même, le gouvernement indique vouloir mettre en place une nouvelle journée dite de solidarité, en réalité de travail gratuit. FO y est opposé et exige l'abandon de ces mesures. L'Etat parle d'alignement sur le privé, soit, l'administration doit donc tout mettre en œuvre pour accorder à tous les agents une visite médicale du travail tous les 3 ans comme la loi l'exige et non pas uniquement à l'entrée dans le métier comme c'est le cas aujourd'hui. Elle doit tout mettre en œuvre pour recruter des médecins de prévention afin d'en avoir plus d'un comme c'est le cas aujourd'hui : 1 médecin pour s'occuper de toute l'académie, soit plus de 50 000 agents ! C'est une honte !

Comme le ministre Attal qui avait sorti l'année dernière de son chapeau l'annulation des 2440 suppressions de postes d'enseignants sans que le PLF ne soit modifié, la ministre Borne voudrait que l'on applaudisse à l'annulation des 4 000 suppressions de postes d'enseignants. Comme l'an dernier, ces annonces viennent après la publication du nombre de postes aux concours qui ont été baissés et qui ne seront pas augmentés pour prendre en compte cette annulation. Comme l'an dernier, ce sont encore des postes supprimés dans le premier degré et qui annonce encore une rentrée dégradée : moins 470 postes dans le premier degré alors que la situation dans les écoles explose, création de seulement 324 postes dans le 2d degré et 170 postes de CPE quand 542 postes sont déjà fléchés pour poursuivre en 4ème et 3ème le « Choc des savoirs », aucune création de postes pour les personnels administratifs, infirmiers, médicaux- sociaux, et d'encadrement qui sont en nombre notoirement insuffisant !

De la même manière, le gouvernement Macron-Bayrou impose des coupes budgétaires pharaoniques à l'enseignement supérieur et à la recherche, à hauteur d'1,5 milliard d'euros ! C'est toute une génération qu'on sacrifie sur l'autel du capitalisme. Ainsi, nos étudiants vont voir leur accès à l'enseignement dégradé : bibliothèques moins bien dotées, bourses doctorales sabrées. Un accroissement des inégalités en perspective alors que déjà les plateformes Parcoursup et MonMaster excluent des étudiants de l'Université (une centaine de milliers de bacheliers exclus chaque année de l'enseignement supérieur, 39% de licenciés candidats en master expulsés à la fin de leur troisième année à l'université).

Dans les dossiers que nous allons défendre aujourd'hui, nombre des collègues nous ont parlé des conditions de travail dégradées et de la fuite vers le privé. Et dans le même temps, notre premier ministre est dévoyé dans une sombre histoire de violences faites sur mineurs pour lesquelles il aurait fermé les yeux. Combien de Bétharram financés par l'argent public ? La FNEC FP-FO 81 rappelle que c'est l'Etat qui finance les salaires des enseignants du privé, que ce sont les collectivités territoriales qui financent le matériel des élèves des écoles privées. Que le Conseil Régional fait le choix de financer une partie des travaux et équipements des établissements privés (soit plusieurs millions d'euros par an). La FNEC FP-FO 81 demande l'abrogation de la loi Debré, l'argent public doit être rendu à l'école publique.

Car l'école publique est exsangue. La baisse des effectifs devrait permettre de reprendre un peu d'énergie pour gérer l'inclusion, les élèves à besoins éducatifs particuliers... elle ne sert au contraire qu'à masquer la destruction programmée de l'école publique. On demande aux collègues d'être des pseudos enseignants spécialisés (les derniers rescapés deviendront bientôt « pôle ressource ») et de réussir l'inclusion... sans statut pour les AESH (et donc aucune attractivité du métier), avec un saupoudrage d'heures d'accompagnement au nom de la mutualisation et avec les mesures de l'Acte 2 de l'école inclusive dont la mise en oeuvre des PAS. Nous rappelons que le Conseil Constitutionnel avait censuré les mesures de l'acte 2 de l'École inclusive inscrites dans la loi de Finances 2024. Et nous portons à votre connaissance que le tableau ministériel relatif aux dotations académiques ne comptabilise pas 470 suppressions de postes mais 670 suppressions de postes : la ministre Borne a décidé de consacrer 200 postes pour les PAS mais pas sur la base d'un budget spécifique, non. Elle prend ces 200 postes sur le budget postes : donc pour ouvrir 200 postes PAS elle décide d'en supprimer 200 dans le milieu ordinaire. Donc pour ouvrir un poste de coordonnateur PAS, vous faites le choix Mme la DASEN de supprimer un moyen pour le Tarn. Ainsi, l'inclusion des élèves en situation de handicap se fait dans le cadre d'économies, avec toujours moins de moyens... donc maltraitance des élèves en attente d'une place dans des instituts spécialisés, dégâts sur le corps enseignant et sur les autres élèves... La FNEC FP FO 81 a bien du mal à se féliciter des 20 ans de la loi Montchamp... Concernant cette carte scolaire, nous vous demandons de revenir sur la création du poste de coordonnateur PAS pour le reverser dans la dotation et permettre l'ouverture ou l'annulation d'une suppression de classe.

Le constat est unanime : sur le terrain, nous avons besoin d'enseignants spécialisés - nous réitérons notre demande d'ouverture de maître E sur la circonscription de Gaillac par ailleurs - nous avons besoin de psychologues scolaires, nous avons besoin de remplaçants, nous avons besoin de classes moins chargées car les conditions d'exercices dans et en dehors de la classe sont de plus en plus complexes et épuisent. Nous avons besoin de personnels pour assurer les décharges de direction. Nous avons besoin de chauffage dans les collèges, nous avons besoin de visites médicales de la médecine du travail comme dans le reste de la fonction publique. Nous avons besoin de pouvoir demander une autorisation d'absence pour un rdv médical ou un décès sans avoir peur qu'elle se voit refuser. Nous avons besoin de soutien de la hiérarchie lorsque nous nous faisons agresser ou lorsque nos conditions de travail ne nous permettent plus de travailler convenablement.

Or, on culpabilise les collègues à coups d'évaluations nationales, d'écoles ou encore spécifiques des directeurs. On pilote, on manage, on est efficaces.

Et c'est dans ces conditions qu'on nous annonce une dotation négative de - 3 pour le Tarn. Ayant pour conséquence 22 fermetures de classes pour seulement 8 ouvertures de classes. Tout comme FO n'a pas accepté le cadre du "conclave", la FNEC FP FO 81 n'accepte plus le cadre imposé par les économies budgétaires. Et c'est pourquoi nous avons soutenu et que nous allons continuer à soutenir toutes les initiatives des parents d'élèves, souvent avec les élus, pour dénoncer la suppression de la classe de leur école en mettant notamment en avant qu'il y en a assez de compter les élèves comme des moutons, en mettant en avant que l'École doit être une priorité. Les parents ont bien compris que, dans le cadre de l'annonce gouvernementale de sa décision d'augmenter le budget des armées l'an prochain, une fermeture aujourd'hui ne permettra plus une ouverture demain même si les effectifs

augmentent. Nous avons échappé grâce aux mobilisations aux 4000 suppressions de postes mais qu'en sera-t-il à la rentrée 2026 (voire 2025...) avec ses annonces ?

Mme la DASEN, vous faites aussi le choix d'ouvrir des postes « hors la classe » en prenant sur les 9 postes de remplaçants que vous aviez à la base décidé d'ouvrir mais vous refusez de ponctionner sur cette dotation pour annuler les fermetures ou ouvrir... 9 postes de remplaçants qui sont donc devenus 6 postes de remplaçants... Si nous saluons votre volonté, Madame la DASEN, de répondre à la problématique du remplacement pour autant votre proposition n'est que du saupoudrage qui ne répondra pas à ce problème.

Pour FO, le meilleur moyen d'améliorer la situation du remplacement c'est prioritairement d'améliorer les conditions de travail des collègues et notamment en diminuant le nombre d'élèves par classe. Il est donc nécessaire d'annuler les fermetures de classes des écoles qui le demandent et d'ouvrir dans les écoles qui en ont besoin : annulation des fermetures à La Pause Castres, Couffouleux, Marie Curie Labruguière, Rivières, Fieu Albi, Jean Moulin maternelle Carmaux, Verdalle, Louisa Paulin St Sulpice, ouvertures à Arthès, à l'Albertarié à Graulhet et d'un maître E à Gaillac.

La FNEC FP FO 81 se félicite du rassemblement du mercredi 5 mars au côté de la FCPE 81 devant la DSDEN contre le projet de carte scolaire réunissant plus de 80 personnes, parents, enseignants, élus. Cette forte mobilisation, toujours d'actualité, prouve en sont les mobilisations de ce jour dans les écoles de La Pause, Verdalle, Labruguière et Couffouleux, met en lumière des parents, qui bien loin des discours les comparant à des "terroristes", sont solidaires dans la lutte et attachés aux enseignants, à une école publique de qualité et à l'égalité d'accès de tous les élèves à un même service public. Parents, élus et enseignants sont déterminés parce que ne pas fermer est une garantie pour assurer la meilleure qualité d'enseignement aux enfants aujourd'hui et demain.

En tout état de cause, le collectif des écoles et des établissements du Tarn ne se sent pas tenu par le calendrier : si ce soir, vous n'annulez pas les suppressions de classe, Madame la Directrice Académique, le collectif ira chercher les postes au Ministère samedi 15 mars dans le cadre de l'appel du Comité des écoles et établissements mobilisés de l'Yonne !

La FNEC FP-FO 81 avec la FSU 81, le SE-UNSA 81, la CGT Education 81, Sud Education 81 et la FCPE 81 soutiennent cette initiative. Une délégation tarnaise pour représenter les écoles ciblées par la carte scolaire sera donc présente devant le Ministère de l'Education Nationale pour porter les revendications en audience.

Suite aux occupations des écoles décidées par le comité des écoles et des établissements tarnais, la balle est maintenant dans votre camp et celui du Ministère.

Nous vous remercions de votre attention.